

Compte rendu de séance

Séance du 31 Mars 2021

L'an 2021 et le 31 Mars à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie au salon d'honneur sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, OBART-MICHELET Annick, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CHAMPAGNE Pierre, CONTAUX Jean-Benoît, DEROUSSENT Philippe, GANDON Gérard, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

Absent(s) : M. JUPPONT Maximilien

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 13
- Présents : 12

Date de la convocation : 26/03/2021

Date d'affichage : 26/03/2021

A été nommé(e) secrétaire : Mme FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

APPROBATION DU PV DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 NOVEMBRE 2020 - 2021-001
CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 1 000
HABITANTS - 2021-002
EXPLOITATION CHAUFFERIE BOIS : ATTRIBUTION DU MARCHE - 2021-003
MISE A DISPOSITION DE LA SALLE SISE RUE GAMBETTA A LA POSTE - 2021-004
CONVENTION POUR L'ENTRETIEN DES ECOLES AVEC LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST - 2021-005
CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS - 2021-006
PRISE DE LA COMPETENCE MOBILITE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES
VOSGES COTE SUD OUEST - 2021-007
ADHESION AU SATESE - 2021-008
ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - 2021-009
PARTICIPATION 2021 AU SYNDICAT MIXTE POUR L'INFORMATISATION COMMUNALE
ET ADHESION DE COLLECTIVITES - 2021-010
DESIGNATION D'UN REFERENT SECURITE ROUTIERE - 2021-011
ADMISSION EN NON VALEUR - 2021-012
LOCATION D'UN GARAGE DU PRESBYTERE - 2021-013
VENTE DU TRACTEUR MASSEY FERGUSON - 2021-014
REDUCTION SUR LOCATION DU GYMNASSE 2020 AU COLLEGE DE LAMARCHE - 2021-015

APPROBATION DU PV DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 NOVEMBRE 2020 -réf : 2021-001

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 28 novembre 2020 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 28 novembre 2020 est adopté.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 1 000

HABITANTS -réf : 2021-002

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-3° ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- la création à compter du 1er avril 2021 d'un emploi permanent d'Adjoint Administratif dans le grade d'adjoint administratif territorial contractuel relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet pour 35 heures hebdomadaire.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans compte tenu de l'expérience professionnelle de l'agent sur un poste similaire.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier d'un diplôme de secrétariat et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

EXPLOITATION CHAUFFERIE BOIS : ATTRIBUTION DU MARCHE -réf : 2021-003

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 17 mars 2021

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'autoriser M. le maire à signer le marché public suivant :

MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DE LA CHAUFFERIE BOIS ET DU RESEAU DE CHALEUR DE LA MAIRIE DE LAMARCHE

Lot : unique

Entreprise : IDEX ENERGIES

Montant du marché : 151 507.98 € HT/annuel soit 757 539.89 € HT pour 5 ans

Les crédits nécessaires sont prévus au budget de la chaufferie.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

MISE A DISPOSITION DE LA SALLE SISE RUE GAMBETTA A LA POSTE -réf : 2021-004

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une demande de la poste concernant la mise à disposition d'une salle appartenant à la commune sise 8 rue Gambetta à LAMARCHE, à compter du 20 avril 2021, pour la pause méridienne des facteurs.

La convention est consentie moyennant une redevance annuelle toutes charges comprises de 1 800 € payable trimestriellement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **accepte** de mettre à disposition de la poste la salle sise 8 rue Gambetta
- **autorise** Mr le Maire à signer tous documents s'y rapportant

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

CONVENTION POUR L'ENTRETIEN DES ECOLES AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST -réf : 2021-005

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que suite au transfert de compétence « Construction, entretien et fonctionnement des équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire », il convient de fixer les modalités de la convention pour laquelle la communauté de communes entend confier l'entretien extérieur à la commune.

Les missions assurées dans le cadre de cette convention sont :

Par la commune :

- Les espaces verts (tonte, fauchage, débroussaillage, élagage...) ;
- Le balayage des cours ;
- Le déneigement. Certains procès-verbaux de mise à disposition des bâtiments indiquent que la commune assure le déneigement et refacture à la Communauté de Communes. La présente convention annule cette clause de refacturation de la commune vers la Communauté de Communes.

Par la Communauté de Communes :

- Le contrôle, l'entretien et la sécurisation des aires de jeux lorsqu'il y en a. Elle répercutera ensuite le coût aux communes concernées. Les communes seront consultées en cas de besoin de mise aux normes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Autorise** Mr le Maire à signer la convention avec la Communauté de communes Les Vosges Côté Sud-Ouest

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS -réf : 2021-006

Suite à des travaux de raccordement électrique pour la ferme des Trois Provinces sise 4 Avenue des tilleuls à LAMARCHE,

il est nécessaire d'établir une convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle G 1092 appartenant à la Commune.

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Autorise** Mr le Maire à signer la convention de servitude de passage avec ENEDIS

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

PRISE DE LA COMPETENCE MOBILITE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST -réf : 2021-007

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération N° **CCVCSO/39/2021 : COMPETENCE MOBILITÉ** : Réflexion à la prise de la compétence Mobilité, à savoir :

« L'article 8-III prévoit que les communautés de communes non compétentes délibèrent au plus tard le 31 Mars 2021 pour se voir transférer la compétence. A défaut, la Région devient l'Autorité Organisatrice des Mobilités.

Monsieur le Président rappelle que Monsieur David VALENCE, Vice-président de la Région Grand Est, délégué à la thématique « *Mobilités et Infrastructures de transport* » a présenté cette compétence lors d'une réunion du Conseil d'Exploitation de la Régie de transport le 22/02/2021.

Il a notamment précisé les éléments suivants :

- La prise de compétence n'induit pas l'obligation de reprendre la délégation de transport scolaire sur tout le territoire intercommunal ; -> La Communauté de Communes n'a pas l'intention à reprendre la gestion du transport scolaire sur l'ensemble du Territoire.
- La prise de compétence permet de réaliser certains projets en toute légitimité au regard notamment des financeurs. La Communauté de Communes pourra, si elle le souhaite, mettre en œuvre des projets innovants : transport à la demande, autopartage, pistes cyclables, aires de covoiturage... ;
- La prise de compétence n'impose pas à la Communauté de Communes de réaliser des projets, c'est elle qui décide de la politique mobilité qu'elle souhaite développer.

Monsieur le Président rappelle que les problématiques de mobilité sont bien présentes sur notre territoire rural et que la prise de cette compétence pourrait permettre, à l'avenir, de développer des projets innovants.

En prenant cette compétence, la Communauté de Communes décide des services qu'elle souhaite organiser ou soutenir sur son territoire. »

Le Conseil Municipal doit par conséquent se prononcer sur le transfert de la compétence « Mobilités » à la Communauté de Communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** le transfert de la compétence « Mobilités » à la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest :

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION AU SATESE -réf : 2021-008

Conformément à la réglementation (Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques codifiée à l'article L 3232-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales), **le Conseil départemental propose aux communes et à leurs groupements qui « ne bénéficient pas des moyens suffisants pour l'exercice de leur compétence » un service d'assistance technique dans le domaine de l'assainissement.**

Le Département propose aux collectivités éligibles d'y adhérer par le biais d'une convention de 3 ans définissant les modalités de cette assistance technique.

Dans ce cadre, il met à disposition, un conseil spécialisé et indépendant portant sur :

- La gestion patrimoniale et l'amélioration des performances des systèmes d'assainissement collectif ;

- L'organisation des contrôles d'installations et l'identification des travaux à réaliser en matière d'assainissement non collectif ;
- L'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité de service (RPQS) prévu à l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales et la transmission des données par voie électronique au système d'information prévu à l'article L. 131-9 du code de l'environnement ;
- L'élaboration de programmes de formation des personnels.

Cette assistance technique est mise à disposition des collectivités éligibles adhérentes contre rémunération forfaitaire 0.10 € TTC/habitant DGF pour l'année 2021. Cette rémunération s'élève à 94.60 € TTC pour notre commune au titre de l'année 2021. Réglementairement, ce tarif est recalculé chaque année et est susceptible d'évoluer à la marge.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Décide** d'adhérer au SATESE

- **Autorise** Mr le Maire à signer la convention s'y rapportant avec le Conseil départemental et à inscrire les sommes correspondantes aux budgets pour les 3 années à venir.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -réf : 2021-009

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal des courriers de Mr le Président du Syndicat Mixte pour l'Assainissement Non Collectif invitant le conseil municipal à se prononcer sur :

- Les demandes d'adhésions de 16 collectivités à la compétence à la carte n° 1 " réhabilitation " soit :
 - Communauté de Communes Mirecourt Dompaire
 - Plombières les Bains
 - Saint Menges
 - Vagney
 - Xonrupt Longemer
 - La Forge
 - Le Valtin
 - Saint Julien
 - Lerrain
 - Réhaupal
 - Ménil-en-Xaintois
 - Saint-Nabord
 - Thieffosse
 - Valfroicourt
 - SIA Goncourt-Harréville-Bazoilles
 - SIEA des Côtes et de la Rupte
- Les demandes d'adhésion de 12 collectivités à la compétence à la carte n°2 " entretien " soit :
 - Plombières les Bains
 - Réhaupal
 - SIA La Bresse - Cornimont
 - Vagney
 - Xonrupt Longemer
 - Rupt sur Moselle
 - Le Valtin
 - Lerrain
 - Ménil-en-Xaintois
 - Saint-Nabord
 - SIA Goncourt - Harréville - Bazoilles
 - SIEA des Côtes et de la Rupte

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les demandes d'adhésions à la compétence à la carte n°1 " réhabilitation " et à la carte n° 2 "entretien "

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

PARTICIPATION 2021 AU SYNDICAT MIXTE POUR L'INFORMATISATION COMMUNALE ET ADHESION DE COLLECTIVITES -réf : 2021-010

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal des courriers de Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour l'Informatisation Communale :

- **L'informant** que la participation financière pour 2021 s'élève à 490 €.

Monsieur le Maire précise que cette participation sera inscrite au budget primitif 2021 au compte 65548.

- **Invitant** le conseil municipal à se prononcer sur les demandes d'adhésions présentées par :

- Le Syndicat des Jeunes Chênes (canton de Charmes)
- Le Syndicat de la station d'épuration du Thillot (canton du Thillot)
- La commune de Villouxel (canton de Neufchâteau)
- Le Syndicat Intercommunal du Breuil (canton de Mirecourt)
- Le Syndicat scolaire de Bocquegney Gorhey Hennecourt (canton de Dompierre)
- Le Syndicat des Sources de Stéaumont (canton de Bruyères)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **Accepte** la participation financière de 490 € pour l'année 2021
- **Accepte** l'adhésion des collectivités précitées.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

DESIGNATION D'UN REFERENT SECURITE ROUTIERE -réf : 2021-011

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de désigner un référent en matière de sécurité routière.

Sur le plan local, le référent communal de sécurité routière interviendra dans les domaines de compétence de la collectivité : signalisation, pouvoir de police, information des citoyens, éducation routière des enfants.

Cet élu sera un relais pour faire passer les messages de sécurité routière, les nouvelles réglementations et sera un interlocuteur privilégié pour faire remonter les préoccupations de la collectivité en matière de sécurité routière.

Il sera accompagné par les services de la Préfecture qui lui apporteront les informations et la formation nécessaires mais aussi une aide pratique pour organiser des actions de prévention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **DÉSIGNE** Monsieur Daniel VAGNÉ comme référent sécurité routière auprès des services de la Préfecture des Vosges

A la majorité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 1)

ADMISSION EN NON VALEUR -réf : 2021-012

Mr le Maire indique qu'il y a lieu de procéder à la créance éteinte (compte 6542) pour un montant de 280.57 € au nom de Madame MASSON Vanessa domiciliée à LAMARCHE pour des dettes d'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'inscrire cette somme non recouvrée en créance éteinte, article 6542 du budget eau.

A la majorité (pour : 2 contre : 1 abstentions : 9)

LOCATION D'UN GARAGE DU PRESBYTERE -réf : 2021-013

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une demande de Mr RELION Joël souhaitant louer un garage sis 24 rue du Colonel Renard à LAMARCHE (Presbytère).

Le tarif de location s'élève à 20 €/mois payable trimestriellement.

Ainsi, il demande l'autorisation de signer un contrat de location entre la commune de LAMARCHE et Mr RELION Joël

Celui-ci prendrait effet à compter du 1er avril 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- **Autorise** Monsieur le Maire à louer le garage situé 24 rue du Colonel Renard à LAMARCHE
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le contrat de location entre la commune de LAMARCHE et Mr RELION Joël

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

VENTE DU TRACTEUR MASSEY FERGUSON -réf : 2021-014

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'un courrier de Mr MERLIN Mathieu souhaitant racheter le tracteur Massey Ferguson appartenant à la commune, pour un montant de 1 000 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Accepte** la vente du tracteur Massey Ferguson, immatriculé 8449 TB 88 pour le prix de 1000 € à Mr MERLIN Mathieu
- **Autorise** Mr le Maire à signer tout document relatif à cette vente.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

REDUCTION SUR LOCATION DU GYMNASE 2020 AU COLLEGE DE LAMARCHE -réf : 2021-015

Suite à la crise sanitaire et la fermeture des établissements scolaires pendant plusieurs semaines en 2020, le collège Guillaume de Lamarche nous a demandé une réduction sur la location du gymnase pour l'année 2020.

Monsieur le Maire précise que la location annuelle est de 770 €, il propose une réduction de 70 € sur ce montant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Accepte** la réduction de 70 € sur la location 2020.
- **Autorise** Mr le Maire à établir l'écriture budgétaire correspondante.

A la majorité (pour : 5 contre : 1 abstentions : 6)

Séance levée à : 21 :30

En mairie, le 01/04/2021
Le Maire, Daniel VAGNE



